

# ENTRE STIGMATISATIONS ET REPOSITIONNEMENT : COMMENT LA PLURALITE DES MONDES DE JUSTIFICATION PARTICIPE-T- ELLE A LA FOIS A LA DELEGITIMATION ET AU MAINTIEN DES DOZOS DANS LE CHAMP SECURITAIRE IVOIRIEN ?

**Amadou KONE,**

*amadou.kkone1@gmail.com*

*Université Félix Houphouët Boigny de Coudy*

## Résumé

*À travers la déconstruction d'une lecture normative des dozoz présentés dans la littérature comme homogènes, cet article s'intéresse à la complexité du rôle des dozoz dans la crise ivoirienne. Il questionne les désaccords internes, la délégitimation temporaire dans le champ sécuritaire et le repositionnement stratégique des dozoz dans ce champ après la crise. Pour y parvenir, l'article mobilise une approche qualitative combinant données primaires et secondaires et recourt à une analyse de contenu thématique. Il ressort que les dozoz n'ont jamais constitué un groupe unifié : les désaccords internes traduisant, dans ce sens, des tensions sur les modes d'engagement politique et sur la définition du « vrai » dozoz. Il résulte aussi que la stigmatisation héritée de la crise a provoqué une délégitimation, qui apparaît comme résultat de la mobilisation de mondes différenciés de justification : inspiré, marchand et domestique pour les dozoz, et civique pour l'État et ses institutions. Enfin, il ressort que le repositionnement des dozoz est le produit des déconstructions opérées et du monde civique adopté pour restaurer leur légitimité perdue à la sortie de la crise. Au regard de ces résultats, l'article souligne la pertinence d'une approche qualitative compréhensive et théorisée autour de la théorie du conflit et de la théorie des conventions, montrant que les dozoz oscillent entre continuité rituelle et adaptation stratégique, révélant des recompositions identitaires profondes post-crise.*

**Mots-clés :** *Dozoz, stigmatisations, repositionnement, conflits, conventions, crise ivoirienne*

## Abstract

*By deconstructing a normative interpretation of the dozoz presented in the literature as a homogeneous group, this article examines the complexity of the role played by the dozoz in the Ivorian crisis. It questions internal disagreements, temporary delegitimation in the security field and the strategic repositioning of the dozoz in this field after the crisis. To achieve this, the article uses a qualitative approach combining primary and secondary data and employs thematic content analysis. It emerges that the dozoz have never constituted a unified group: internal disagreements reflect tensions over modes of political engagement and the definition of the "true" dozoz. It also shows that the stigmatisation inherited from the crisis led to delegitimation, which appears to be the result of the mobilisation of different worlds of justification: inspired, commercial and domestic for the dozoz, and civic for the state and its institutions. Finally, it appears that the repositioning of the dozoz is the product of the deconstructions that have taken place and*

*the civic world adopted to restore their legitimacy lost at the end of the crisis. In light of these findings, the article highlights the relevance of a comprehensive qualitative approach based on conflict theory and convention theory, showing that the Dozos oscillate between ritual continuity and strategic adaptation, revealing profound post-crisis identity recompositions.*

**Keywords :** *Dozos, stigmatisation, repositioning, conflicts, conventions, Ivorian crisis*

## **Introduction : vers une lecture objective des dozos dans le champ sociopolitique ivoirien**

La fonction des dozos – celle d’assurer la sécurité des communautés – est participative de la position ambivalente qu’ils occupent dans le champ sociopolitique ivoirien. Les dozos se seraient éloignés de leur position de chasseurs traditionnels initiés pour devenir « *une force de police officieuse, et par la suite, soldats rebelles de l’armée d’opposition des « Forces nouvelles* » lors de la crise des années 2000 (Hellweg et Médevielle, 2017). En effet, en 1995, les dozos ont été mobilisés en tant que force officieuse de sécurité par le Parti démocratique de Côte-d’Ivoire (PDCI) de Bédié. Cette invitation des dozos dans le champ politique s’étend aussi au gouvernement du Général Guéi qui, après son coup d’État à la fin de 1999 contre Bédié, mobilisa les dozos à Abidjan pour garder les places publiques, les centres commerciaux et le palais présidentiel (Manzon, 2014). Par ailleurs, dans lors de la gouvernance de Gbagbo, ils ont été mobilisés dans la sécurisation des espaces de vote au Nord de la Côte d’Ivoire à l’occasion des élections présidentielles de 2005, lesquelles ont finalement été reportées (Hellweg, 2012). Leur mobilisation pour la sécurité nationale s’est intensifiée lors des périodes d’affaiblissement de l’État ivoirien où durant la crise politico-militaire, ils ont assuré des fonctions de maintien de l’ordre dans les zones rurales du Nord dans lesquelles l’État était quasiment absent.

De ces mobilisations politiques sont apparues deux images sociales contradictoires à propos des dozos, à savoir acteurs engagés dans la réduction de supposées discriminations et inégalités perçues et vécues par les ressortissants du nord (Interpeace, 2013 ; Koné, 2018) et acteurs d’insécurité dans la région sud du pays, notamment après les événements tragiques de Duékoué (ONUCI, 2013). Cette seconde image sociale est fortement dominée par les représentations sociales et a même conduit l’ONU à recommander leur retrait du champ sécuritaire ivoirien. En effet, le rapport de l’ONUCI (2013) montre que de mars 2009 à mai 2013, dans le cadre de leurs opérations informelles de sécurisation, les

dozos ont commis plusieurs déviances, à savoir des atteintes au droit à la vie, à l'intégrité physique, à la liberté et à la sécurité de la personne, ainsi qu'au droit de propriété. Précisément, le rapport indique que les dozos seraient responsables de la mort de 228 personnes, de 164 blessés par balle, par machette ou par couteau, de la détention arbitraire de 162 personnes, de 274 cas de pillage, d'incendie de maisons et d'extorsion dans de nombreuses régions du pays. Toutes ces accusations portées contre les dozos ont généré à leur propos des stigmates, à savoir assassins, voleurs et violeurs (Interpeace, 2013, p.68).

Si l'opinion internationale et nationale est de nature à susciter la disparition des dozos en tant que système social de sécurisation communautaire, les dozos montrent une remarquable résilience. En d'autres termes, malgré les stigmatisations, les accusations et les tentatives de désarmement qui s'en sont suivies, les dozos sont parvenus peu à peu à se maintenir et à se faire accepter de nouveau dans certaines régions du pays. Les stigmatisations et les accusations nationales et internationales qui jouent fortement contre eux, ne les ont pas empêchés de se repositionner comme une catégorie indispensable de la sécurité communautaire dans certaines régions. L'État ivoirien qui se veut détenir le monopole de la violence légitime ne parvient pas encore à assurer une couverture sécuritaire totale dans les zones du pays, dans les zones rurales reculées des forces de défense et de sécurité (Koné et Dja, 2024). Ces zones se retrouvent parfois confrontées à des situations d'insécurité où l'absence de l'État autorise les populations concernées, à recourir aux actions sécuritaires des dozos : barrières aux entrées et sorties des villages, patrouilles nocturnes dans les villages et arbitrage des conflits dans les villages (Hellweg et Médevielle, 2017). Les déviances commises par les dozos dans la période de crise seraient, de ce fait, encouragées par les défaillances sécuritaires de l'État (ONUCI, 2013 ; Koné, 2016).

Ce détour dans la littérature constituée autour de l'implication des dozos dans le champ sociopolitique ivoirien, montre que les dozos y ont été analysés comme une catégorie homogène. Quelle que soit l'image sociale considérée, les dozos sont analysés comme un groupe d'acteurs homogènes tant dans leurs idéaux que dans leurs actions. Cette tendance de la littérature à l'homogénéisation des dozos paraît, semble-t-il, réductrice de la position des dozos dans le champ sociopolitique ivoirien. Elle empêche de cerner les dozos de l'intérieur et encourage, à raison ou à tort, les stigmatisations qu'ils subissent. Par ailleurs, les analyses

semblent être guidées par une rationalité visant le cantonnement des dozos dans leur fonction traditionnelle la plus connue, en l'occurrence la chasse. En invitant les dozos à revenir à cette fonction, cela revient à nier leur intelligence dans la mesure où ils sont avant tout des individus dotés de rationalités. Ce conservatisme affiché semble ignorer la capacité des dozos à s'adapter à leurs environnements. C'est donc ce défi que cet article se donne de relever. Il propose de donner une compréhension, au sens sociologique du terme, au rôle politique des dozos, tout en prêtant une attention aux dynamiques internes souvent ignorées par la littérature. Par la suite, l'article envisage d'analyser le processus de repositionnement des dozos dans le champ sécuritaire ivoirien, après leur rôle politique critiqué dans la crise ivoirienne. Il s'agit de proposer une lecture plus objective des dozos distante avec la lecture normative présente dans la littérature.

## **1. Théories du conflit et des conventions : une analyse des tensions internes du Dozoya et de son rapport au monde après la crise postélectorale**

Cet article tente de prendre de la distance avec les analyses normatives fortement présentes dans la littérature pour proposer une lecture plus ou moins objective. Il ambitionne de saisir, d'une part, les tensions internes du Dozoya, entendu comme un système social formé par les dozos, au moment de la crise ivoirienne et, d'autre part, son rapport au monde, c'est-à-dire ses actions de repositionnement dans le champ sécuritaire ivoirien à l'issue de la crise postélectorale de laquelle, il hérite d'une image socialement dévalorisante. Pour y parvenir, l'article a recours à deux théories, notamment la théorie du conflit et la théorie des conventions. La théorie du conflit tire ses origines du paradigme marxiste, notamment des travaux de Karl Marx et Friedrich Engels au XIX<sup>e</sup> siècle. Avec cette théorie, la société ou les organisations apparaissent comme des espaces de rapports de pouvoir dans lesquels des groupes sociaux d'intérêts divergents sont en confrontation. Il en va pour preuve le passage selon lequel « *l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes* » (Marx, 1973). Par ailleurs, la théorie du conflit stipule que « *le conflit est inévitable dans toute organisation différenciée, car les positions de pouvoir y sont inégalement distribuées* » (Dahrendorf, 1959). Selon la théorie, les conflits sont inhérents à toute société. Les conflits ne sont pas

qu'économiques. Ils peuvent être statutaires, générationnels ou symboliques et ce, dans le sens où les conflits internes aux organisations peuvent être liés aux déséquilibres qui traversent la répartition du pouvoir. La théorie invite également à rompre avec une vision destructrice très généralement associée aux conflits. En effet, dans la mesure où le conflit exprime au moins un dysfonctionnement, sa manifestation permet d'identifier le dysfonctionnement et de le parer. C'est pourquoi, pour Lewis Coser, le conflit n'est pas que destructeur, il peut aussi être fonctionnel. Le conflit peut être le moyen de renforcement de la cohésion du groupe en réaffirmant les frontières et les valeurs communes. En d'autres termes, « *le conflit social peut servir à établir et maintenir l'intégrité d'un groupe en clarifiant ses normes* » (Coser, 1956). Par conséquent, la théorie du conflit repose sur plusieurs postulats. Tout d'abord, elle postule la centralité du conflit dans la vie de toute organisation. Elle postule, ensuite, que les tensions ou les conflits sont la résultante des inégalités dans la distribution des ressources : pouvoir, richesse, prestige et savoirs. Enfin, l'un des postulats est que le changement social qui s'opère dans les organisations ou dans la société provient des conflits (Coser, 1956 ; Dahrendorf, 1959 ; Marx, 1973). De ce fait, la mobilisation de la théorie permet d'analyser les facteurs de division observée dans le Dozoya au moment de la crise. Elle conduit à s'intéresser aux luttes de pouvoir et de reconnaissance entre les dozos, entre les différentes générations. Un autre intérêt réside dans le fait que la théorie du conflit permet de rendre compte du processus de repositionnement des dozos dans le champ sécuritaire ivoirien malgré les stigmatisations nationales et internationales héritées à l'issue de la crise. Cependant, en analysant les constatations, les tensions internes au sein du Dozoya, cette théorie ne permet pas de saisir la manière dont les dozos justifient leurs positions et les valeurs sur lesquelles ils fondent leur légitimité. C'est pour combler cette limite que la théorie des conventions est mobilisée.

Si pour la théorie du conflit, la société est un espace de rapports de pouvoir entre des catégories sociales à intérêts différents, la théorie des conventions la considère comme un espace de coordination par accords implicites. En effet, selon cette théorie « *Les disputes ne sont pas des désordres, mais des moments où se révèlent les principes supérieurs communs qui fondent la justice.* » (Boltanski et Thévenot, 1991). Les conflits naissent moins des inégalités dans la distribution du pouvoir, mais plutôt dans la pluralité des logiques

de justification légitimes. En effet, pour la théorie, une organisation ou une société composée de plusieurs valeurs de référence, connaît des tensions lorsque apparaissent des désaccords sur ces valeurs. Ces valeurs sont des mondes ou cités toutes légitimes pour justifier leurs positions. Ces mondes sont, en d'autres termes, des grammaires de justification orientant les comportements et les accords tacites entre membres. Plusieurs mondes peuvent être mobilisés par les acteurs pour justifier leurs positions face à une situation. Ils peuvent se référer à un monde inspiré, un monde domestique, un monde de l'opinion, un monde civique, un monde marchand ou un monde industriel. Dans ce sens, Eymard-Duverney (1989) stipule que les conventions « *stabilisent les attentes réciproques* » entre acteurs, mais que leur coexistence produit aussi des tensions lorsque les logiques diffèrent. En d'autres termes, les désaccords, les tensions ou les conflits internes ne sont pas que des conflits de pouvoir ou de domination. Ils peuvent être également des conflits de coordinations, c'est-à-dire résultant de la difficulté des acteurs à trouver un compromis entre plusieurs valeurs ou mondes légitimes.

La théorie des conventions repose sur plusieurs postulats. D'abord, les acteurs ne se coordonnent pas que par la contrainte, mais grâce à des conventions partagées, c'est-à-dire des règles implicites ou normes collectives qui rendent leurs actions prévisibles et légitimes. Ensuite, les individus n'agissent pas selon une rationalité purement économique, mais selon des cadres de référence partagés au sein d'un groupe. Enfin, les conventions sont des compromis entre logiques différentes ou valeurs communes, telles que la justice, l'efficacité, la loyauté, la tradition, la réputation et richesse. Pour finir avec les considérations théoriques, l'intérêt de la mobilisation des deux théories réside dans le fait qu'elles fournissent, d'une part, une compréhension des tensions internes (les désaccords entre les dozos quant à leur rôle politique dans la crise) et les tensions externes (désaccords entre les dozos et le reste de la société sur leur place dans le champ sécuritaire) et, d'autre part, une compréhension des stratégies de repositionnement dans le champ sécuritaire en dépit des stigmatisations. La première théorie montre que les désaccords entre les dozos au moment de la crise traduisent des rapports de domination et des enjeux de redistribution du pouvoir. La seconde théorie, quant à elle, montre que les tensions entre les dozos et l'opinion publique relèvent de la pluralité des mondes légitimes de justifications. Le repositionnement

du champ sécuritaire est analysé comme l'effet d'accords ou de coordination entre dozoz, populations et forces de défense et de sécurité sur certains mondes. Concrètement, ce cadre théorique a servi à la construction du cadre méthodologique, notamment au choix de la méthode et à la construction des outils de collecte des données. Ces outils ont été construits de sorte que les données collectées renferment des éléments théoriques. Enfin, les résultats obtenus ont été interprétés à l'aune de chaque théorie constitutive du cadre théorique afin de permettre une explication objective du phénomène étudié à savoir le repositionnement des dozoz dans le champ sécuritaire en dépit des stigmates hérités de la crise.

## **2. Une approche qualitative pour saisir les tensions internes du Dozoya et son rapport au monde après la crise postélectorale**

Au regard de l'approche théorique construite autour de la théorie des conventions et de la théorie du conflit, cet article s'inscrit dans une approche qualitative interprétative dans l'optique de comprendre les dynamiques de pouvoir et les valeurs légitimes qui ont nourri les tensions internes entre les dozoz au moment de la crise et les tensions entre les dozoz et l'opinion publique, ainsi que leur processus de repositionnement dans le champ sécuritaire ivoirien. Il s'agit, en d'autres termes, d'interpréter le sens que les acteurs (dozoz, opinion publique, forces de l'ordre) donnent à leurs pratiques, à leurs justifications et à leurs rapports de pouvoir. Et ce, car la recherche qualitative explore « *le monde social à partir de la perspective des acteurs eux-mêmes* » (Denzin et Lincoln, 2018). L'article adopte ainsi une démarche de type compréhensif et inductif, inspirée de la sociologie compréhensive (Weber, 1922). Il est question de faire émerger des catégories d'analyse à partir du discours des acteurs plutôt qu'à vérifier des hypothèses préétablies. L'article s'appuie sur une combinaison de données primaires, obtenues à partir d'entretiens semi-directifs et de données secondaires, telles que des rapports institutionnels, des articles académiques et de presses. Les données primaires sont collectées auprès de plusieurs catégories d'acteurs, tous sélectionnés à travers l'échantillonnage à choix raisonné. Cette technique a permis d'obtenir un échantillon composé de sept dozoz, de trois représentants des forces armées et de la gendarmerie, de trois membres de la société civile, ONG et journalistes. Au total, les

données primaires ont été collectées auprès de 13 individus à travers les entretiens semi-directifs. Le principe de saturation a conduit à ne retenir que cette taille.

Les entretiens avec les dozos et les représentants des forces armées et de la gendarmerie se sont déroulés en présentiel, tandis que la majorité des entretiens avec les autres catégories ont eu lieu au téléphone. Cette pluralité des modes d'administration des guides d'entretiens semi-directifs s'explique par des contraintes temporaires des répondants. Les guides d'entretien étaient conçus en fonction de chaque catégorie de répondants. Ainsi, le guide adressé aux dozos était construit autour des thématiques suivantes : identification des groupes associatifs dozos, raisons de l'émergence de la pluralité des groupes associatifs pendant et après la crise, positions occupées et rôles joués dans la crise et les raisons associées, perceptions des stigmates nationales et internationales à leur propos, et stratégies de repositionnement dans le champ sécuritaire ivoirien. Quant au guide adressé aux autres catégories de répondants, il était structuré autour des thématiques suivantes : actions des dozos pendant la crise, perceptions associées aux dozos et les raisons, repositionnement des dozos dans le champ sécuritaire. Les données ont été collectées sur une période de deux mois, début juillet à fin août 2025.

Les séances d'entretiens avec les dozos ont lieu dans la ville de Korhogo, celles avec les autres catégories ont eu lieu à Abidjan et à Korhogo pour certaines et, pour d'autres, en ligne. Les entretiens semi-directifs ont été enregistrés avec le consentement éclairé des répondants, puis ils ont fait objet de transcriptions intégrales pour les besoins de l'analyse. Les transcriptions ont été faites par des étudiants en master, mobilisés pour cette fin. Il s'est agi, pour ce qui les concerne, de transcrire les enregistrements, en saisissant chaque mot, tel que prononcé par le répondant. Les transcriptions obtenues ont, ensuite, été nettoyées par nos soins pour faciliter leur lecture et compréhension. Les données primaires obtenues ont été jointes aux données secondaires pour former alors une base de données qualitatives suffisante pour l'analyse. Cette base de données a été soumise aux opérations de l'analyse de contenu thématique. Cette méthode a consisté à organiser et à interpréter des thèmes ainsi que des catégories récurrentes dans des données textuelles obtenues des entretiens semi-directifs et des sources secondaires (Braun



et Clarke, 2006). Ci-dessous, est présenté un tableau d'analyse illustrant le processus d'analyse qualitative adopté.

Thématiques	Sous-thèmes	Discours	Commentaires
<b><i>Désaccords internes</i></b>	<p>Multiplicité organisationnelle et luttes de leadership</p> <p>Divergences régionales et identitaires</p> <p>Hétérogénéité des positions politiques</p>	<p>« ...trois organisations revendiquant chacune son assise nationale et se disputant le leadership ... » ;</p> <p>« On ne peut parler de vrai Dozo que dans le Nord... » ;</p>	<p>Les Dozos sont un groupe fragmenté, traversé par des logiques d'appartenance régionale et symbolique. Ces divisions traduisent des conflits de reconnaissance et de définition identitaire.</p>
<b><i>Délégitimation</i></b>	<p>Accusations politiques</p> <p>Criminalisation et exclusion étatique</p> <p>Déni institutionnel du rôle sécuritaire</p>	<p>« Le pouvoir central (...) avait organisé une chasse sélective à l'homme (...) » ;</p> <p>« ...afin que les Dozos cessent d'exercer des fonctions en matière de sécurité », ...</p>	<p>La violence symbolique de l'État marginalise les Dozos, assimilés à des acteurs déviants ou partisans. Il monopolise la définition légitime de la sécurité, délégitimant la fonction traditionnelle.</p>
<b><i>Stigmatisations</i></b>	<p>Association à la violence</p> <p>Peurs communautaires</p>	<p>« Les uns les accusent d'avoir participé aux</p>	<p>La stigmatisation transforme les Dozos en acteurs de menace. Elle fragilise leur</p>

	Opposition Nord/Sud	<i>massacres... » ; « Leur présence dans les localités sud et ouest (...) engendre peurs et méfiances... », ...</i>	capital symbolique et renforce les fractures communautaires et politiques.
Restauration de la légitimité	Réhabilitation morale  Réintégration communautaire  Redéfinition post-crise	<i>« Aucun membre ne peut avoir commis de tels crimes... » ; « Dans les zones rurales, les Dozos (...) sont perçus comme des acteurs clés de la stabilité. », ...</i>	Les dozos tentent une reconstruction identitaire et morale, mobilisant les valeurs traditionnelles et en se repositionnant comme force de sécurité locale.
<b>Repositionnement</b>	Transformation de la mission traditionnelle  Institutionnalisation du pouvoir sécuritaire  Engagement politique et économique	<i>« Les Dozos ont saisi des fenêtres d'opportunités ouvertes par la défaillance de l'appareil sécuritaire étatique » ; « En 2010, les Dozos prendront</i>	Le repositionnement révèle une mutation du rôle social : les Dozos passent de gardiens communautaires à prestataires sécuritaires hybrides,

		<i>naturellement fait et cause pour le candidat du RDR », ...</i>	opérant à la frontière entre économie, politique et tradition.
--	--	---	--

**Source :** Amadou Koné, 2025.

### 3. Le Dozoya : un groupe d'acteurs hétérogènes dans la crise ivoirienne

L'analyse montre que les dozos ont été un groupe d'acteurs hétérogènes au moment de la crise. Contrairement aux analyses présentes dans la littérature, les dozos se sont divisés quant à leur rôle dans la crise. Si certains se sont engagés aux côtés des forces révolutionnaires, d'autres se sont restés aux côtés des forces loyales au pouvoir de l'époque tandis qu'une dernière est restée fidèle à leur rôle de sécurisation communautaire. L'analyse des données primaires et secondaires montre que les positions différenciées adoptées au moment de la crise expliquent la naissance de la pluralité des associations dozos pendant et après la crise. D'abord, le Dozoya a été caractérisé par un désaccord interne sur son positionnement dans la crise. De nombreux écrits soulignent que les dozos n'ont pas affiché une position unique pendant les phases de la crise ivoirienne, notamment la fin des années 1990, la rébellion de 2002-2007 et la crise post-électorale de 2010-2011. Certains dozos ont été actifs dans les dispositifs de sécurité et dans les alliances politiques, tandis que d'autres ont gardé une posture d'intervention locale limitée à la « *protection communautaire* ». Si les premiers ont affiché un certain soutien à des acteurs politiques ou ont été présents dans des actions armées, les seconds, quant à eux, ont pris de la distance avec les interventions politiques et paramilitaires. Le verbatim suivant justifie que certains dozos ne se sont limités qu'à une protection communautaire, distante du jeu politique alors en cours à l'époque : « *Quand le conflit a éclaté, les gens sont venus nous demander de protéger nos régions. Nous avons répondu à l'appel parce qu'il y avait une menace. Nous étions là pour défendre nos terres, nos valeurs, nos familles* » (propos d'un chef dozo, 2025). L'association des dozos le Benkadi, la plus ancienne, se retrouve au moment de la crise tiraillée par deux leaders dont l'un, Bamba Mamoudou, qui adhère à l'idée de soutenir la rébellion

et l'autre, Soro Nagalourou, qui est neutre dans la crise et refuse l'extension du Dozoya aux autres régions du pays. D'ailleurs, Bamba Mamoudou apparaît « *comme celui qui a organisé, au début de l'insurrection en 2002, la participation de milliers de Dozos à la rébellion* » (Koné, 2018, p.29). Cette tension se terminera par la naissance de la Fédération nationale des confréries dozos de Côte d'Ivoire (FENACODOCI) que les analyses présentent comme dissidente de Benkadi, une dissidence liée à leur division autour de leaders politiques.

Ces désaccords se sont exprimés par une pluralité d'associations Dozos. Il s'agit d'associations telles que la FENACODOCI constituée par les dozos opposés à l'idéologie du Président de Benkadi, Soro Nagalourou, pour qui, « *On ne peut parler de vrai Dozo que dans le Nord. Normalement il ne devrait pas y avoir d'associations de Dozos au Sud...* » (idem). Il y a également la Coordination des Dozos de Côte d'Ivoire (CODOZ-CI) créée en 2010. Pour illustrer l'idée de tension entre les dozos, référons-nous au passage suivant : « *...trois organisations revendiquant chacune son assise nationale et se disputant le leadership ...L'Association « Benkadi » ; La Fédération nationale des confréries dozos de Côte d'Ivoire (FENACODOCI) ; La Coordination des Dozos de Côte d'Ivoire (CODOZ-CI)* » (Koné, 2018, p.26). Durant les phases de la crise, sous le poids d'acteurs politiques ou du devoir initiatique, les dozos se sont organisés localement et nationalement au nom de ces enjeux. Le propos suivant de Bamba Dozo, un chef dozo, met en évidence l'une des rationalités au cœur de l'implication de certains dozos dans la crise : « *Le pouvoir central, depuis la transition militaire de Robert Guéi (...) jusqu'à la prise de pouvoir de Laurent Gbagbo (...) avait organisé une chasse sélective à l'homme ; leurs cibles préférées étaient les jeunes militaires nordistes et les chasseurs traditionnels dont ma confrérie* » (Koné, 2018, p.24).

Du point de la théorie du conflit, la différenciation des postures affichées pendant la crise constitue une lutte pour des ressources et pour le pouvoir, notamment l'accès aux armes, le contrôle de territoires, le capital symbolique ou l'influence auprès des autorités politiques. Les engagements politiques et paramilitaires de certains groupes de dozos se présentent comme un moyen d'améliorer leur position sécuritaire, matérielle et symbolique. Toujours selon la théorie du conflit, l'attachement d'autres dozos à leur rôle traditionnel de sécurisation communautaire exprime une volonté de préserver un capital symbolique. Dans une perspective complémentaire, la théorie des conventions permet d'interpréter la fragmentation des dozos dans la crise comme le

résultat de la mobilisation de différents *mondes* légitimes de justification. C'est cette pluralité des valeurs légitimes de justification qui explique le désaccord entre les dozos sur ce qui devrait être leur rôle dans la crise. Les groupes dozos qui se sont impliqués dans la crise auraient mobilisé deux *mondes de grandeurs*, les mondes *inspiré* et *marchand*, reposant respectivement sur la créativité et sur la richesse. De leur côté, les dozos qui se sont limités à leur fonction historique au moment de la crise auraient un seul monde, notamment le *monde domestique* axé, quant à lui, sur le respect de la tradition et la loyauté.

#### 4. Délégitimation des dozos dans le champ sécuritaire à la sortie de la crise

Pendant la crise, certains dozos ont, dépendamment de la position adoptée, commis un ensemble d'actions dans leurs interactions sociales. Ces actions ont été sources de nombreux stigmates à leur égard. L'analyse montre que si tous les dozos ne sont pas responsables de ces actions, les stigmates qu'elles ont générés, ont eu un effet de métonymie péjoratif. Ainsi, les actions de quelques dozos ont généré une délégitimation de tout le système Dozoya dans le champ sécuritaire ivoirien. L'analyse des rapports nationaux et internationaux produits par des observateurs comme les ONGs, les Nations Unies, et les Structures de droits de l'homme, met en évidence plusieurs stigmates accolés aux dozos, toujours pris comme une catégorie homogène. Ils sont présentés comme des acteurs de violences collectives, accusés, notamment, de meurtres et de détentions arbitraires. Ils sont accusés de pratiques d'extorsion, notamment de vols et de pillages. Ils sont présentés comme des acteurs disposant illégalement d'armes, comme des déviants en liberté, mais également comme des acteurs méprisants les populations du Sud au profit de celles du Nord. Cette série de verbatim permet d'identifier quelques stigmates accolés aux dozos :

« Le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) et le Front populaire ivoirien (FPI) qui se sont succédé au pouvoir sur la période, avaient accusé les Dozos d'accointances avec leur adversaire, le Rassemblement des républicains (RDR) » ; « Les Dozos s'affranchissent ainsi insidieusement de leur mission bénévole selon la tradition pour s'inscrire

dans une dynamique de marchandisation de leur savoir-faire sécuritaire » ; « En 2010, les Dozos prendront naturellement fait et cause pour le candidat du RDR » ; « Les uns les accusent d'avoir participé aux massacres de populations supposées proches de Laurent Gbagbo » ; « Leur présence dans les localités sud et ouest du pays, loin de rassurer les communautés autochtones engendre peurs et méfiances à l'égard d'un groupe considéré comme une milice du gouvernement actuel. A l'inverse, les Dozos inspirent confiance pour les populations nordistes... » ; « ...des Dozos continuent d'assurer impunément, dans certaines localités, des missions de police, de gendarmerie et de police administrative » (Koné, 2018, p.9-26, *les soulèvements sont de l'auteur de cet article*).

L'analyse montre un lien étroit entre les stigmates et la légitimité des dozos et de tout leur système, le Dozoya. En effet, leur légitimité est remise en cause par une bonne partie de l'opinion publique, notamment le sud-ouest du pays et par les institutions internationales. Ils sont contestés dans leur rôle d'acteurs de sécurité. Leurs actions sont considérées comme contraires à une position légale et légitime dans la sécurité publique des personnes et des biens. Ainsi, de nombreuses actions ont été recommandées (et pour certaines appliquées) pour la réduction du maintien des dozos dans le champ sécuritaire, pour leur désarmement et pour leur punition. Il en va pour preuve la recommandation suivante de l'ONUCI à l'État de Côte d'Ivoire : « *de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires afin que les Dozos cessent d'exercer des fonctions en matière de sécurité* » ; le « *cantonement des Dozos dans les régions du Nord* » et « *leur retour à leur activité traditionnelle de chasseurs ... les Dozos « à se retirer de la sécurité* » (Koné, 2018, p.9 et 25). Ces actions et recommandations montrent une perte de légitimité des dozos, en tant qu'acteurs de la sécurité communautaire.

Du point de la vue de la théorie du conflit, la délégitimation à laquelle les dozos sont confrontés à la sortie de la crise peut être interprétée comme une tentative de monopolisation de la violence légitime de la part des institutions modernes. En effet, le retrait des dozos du champ sécuritaire accorderait, quasi systématiquement, une domination de ce champ par

ces institutions. En effet, elles pourront y imposer leurs valeurs, leurs normes et leurs croyances comme des éléments objectifs. Dans ce sens, cette perte de légitimité apparaît alors comme l'effet d'un désaccord sur les « vraies » valeurs légitimes dans le champ sécuritaire. En d'autres termes, les dozos et les acteurs qui recommandent leur retrait de ce champ n'ont pas recouru au même *monde* pour y justifier leurs positions respectives. En effet, les dozos étaient dans un *monde domestique* reposant sur une justice et une gestion interne des situations jugées déviantes au moment de la crise. Les dozos disposent – invoquons-le sans toutefois le décrire, par respect au secret initiatique – d'un processus de gestion des déviances et de leurs auteurs. Ainsi, ce que l'opinion publique qualifie d'atteinte aux droits humains n'est rien d'autre qu'une façon de rendre justice dans le système dozo. Or, quand les institutions modernes qualifient les actions des dozos de déviance, alors qu'elles ne sont que des initiatives de restauration de la justice du point de vue des dozos eux-mêmes – ces institutions s'inscrivent dans un tout autre *monde de grandeur*, à savoir le *monde civique* qui repose, quant à lui, sur la justice de l'autorité publique, légalement établie. Par conséquent, les stigmates et la délégitimation hérités par les dozos de la crise ne sont que l'effet de leur incapacité à imposer leur définition de ce qui est « juste » ou « justice » dans le champ sécuritaire ivoirien.

## **5. Des stigmates au repositionnement des dozos dans le champ sécuritaire ivoirien**

Dans ce troisième axe, l'analyse de contenu thématique montre que la délégitimation des dozos liée aux stigmates hérités de la crise n'a fait, cependant, que long feu. Les dozos sont parvenus à déconstruire ces stigmates qui pèsent contre eux, en se repositionnant comme des acteurs indispensables de la sécurité locale. L'analyse montre, en guise d'explication, que ce repositionnement est facilité par l'incapacité de l'État à assurer une sécurité totale et inclusive, mais aussi par l'ancrage culturel du dozoya. La coopération implicite avec les autorités locales, les communications sociales, la fourniture de la sécurité de proximité et la participation à la reconstruction des localités, ainsi que la dénégaration des accusations ont été les actions mobilisées par les dozos pour déconstruire les stigmates à leur propos et pour restaurer leur légitimité sociale. Les propos suivants illustrent la dénégaration faite par les dozos quant aux

accusations qui pèsent contre eux : « *Aucun membre ne peut avoir commis de tels crimes, compte tenu du code moral strict de la confrérie des Dozos* » (propos tenu par Dosso Sory, président de la FENACODOCI, en réaction au rapport de l'ONUCI intitulé « Rapport sur les abus des Droits de l'Homme commis par des Dozos en République de Côte d'Ivoire » ; Toujours en réaction aux déclarations de ce rapport, Ouattara Bakari, Secrétaire général de la confrérie dozo de Korhogo, le Benkadi, contesta en ces termes : « *Les Dozos ne sont impliqués ni de près ni de loin* »... « *l'habit dozo se vend au marché* » pour insinuer ainsi que les violations mentionnées sont le fait de « faux Dozos » (Koné, 2018, p.9). Ce propos suivant illustre la manière dont l'implication des dozos dans la reconstruction des localités touchées par la crise constitue un facteur de la restauration de leur légitimité : « *Ils ont été violents pendant la guerre, mais après la paix, ils sont venus pour aider à reconstruire. Nous avons besoin d'eux pour maintenir la sécurité dans nos villages. Mais, certains restent méfiants à leur sujet, à cause de ce qu'ils ont fait* » (propos d'un représentant de la société civile).

Ces actions de déconstruction des stigmates ont permis au système dozo de résister aux tentatives et aux recommandations nationales et internationales de réduction de leurs fonctions. Illustrons leur repositionnement dans le champ sécuritaire au travers de ce passage : « *Alors que le responsable de l'association « Benkadi », la plus grande des trois, n'avait pu obtenir dans les années 90 une reconnaissance légale pour sa société de sécurité, un agrément lui sera officiellement délivré par les services de la Direction de la surveillance du territoire (DST) en 2013* » (Koné, 2018, p.26). Toutefois, ce sont les failles étatiques et l'ancrage culturel qui permettent aux dozos de restaurer leur légitimité et, par ricochet, de se repositionner progressivement dans le champ sécuritaire. La faiblesse des dispositifs étatiques de l'offre sécuritaire réduit les choix des populations dans la sécurisation. Car, elles n'ont d'autres choix que de recourir aux services des dozos. Justifions cette argumentation avec les propos suivants :

« Les Dozos ont saisi des fenêtres d'opportunités ouvertes par la défaillance de l'appareil sécuritaire étatique. En manipulant habilement la symbolique ancestrale, les croyances populaires à leurs supposés pouvoirs mystiques et le capital vertu dont ils sont affabulés, ils ont réussi à imposer leur offre sécuritaire » (Koné, 2018, p.28). « Les Dozos ont une place difficile dans le processus de réconciliation.



Leur rôle militaire pendant la guerre les rend peu acceptables pour certains, mais ils sont néanmoins perçus comme une force nécessaire pour la sécurité dans certaines régions » (propos d'un représentant d'une ONG) ; « Dans les zones rurales, les Dozos continuent d'exercer une grande influence. Ils sont respectés, et parfois même, ils sont perçus comme des acteurs clés de la stabilité, là où l'État n'a pas encore réussi à s'implanter » (propos d'un représentant de la gendarmerie).

Par ailleurs, ils doivent la restauration de leur légitimité et de leur repositionnement à leur enracinement culturel. Le fait que les dozos ne soient pas des acteurs isolés, une communauté à part entière, rend difficile leur disparition. En effet, un dozo peut être un senoufo, baoulé, guéré ou un malinké, etc. Ce rattachement à des groupes ethniques permet aux dozos de bénéficier des actions de promotion culturelle initiées par ces groupes. Nous en voulons pour justificatif le propos suivant tenu par un responsable d'ONG des droits de l'Homme à Duékoué « *Normalement quand on parle de Dozos ce sont des Malinkés et des Senoufos* » (Koné, 2018, p.28).

Ce repositionnement apparaît, selon la théorie du conflit, comme le résultat de stratégies d'adaptation aux rapports de forces. Les dozos refusent la confrontation avec les institutions modernes et se redéfinissent comme des acteurs secondaires, voire comme des aides à ces institutions dans le maintien de l'ordre social. Ce contournement de la confrontation permet aux dozos de se rendre utiles auprès de ces institutions et des populations. Et c'est bien ce qui contribue à la restauration de leur légitimité perdue dans la crise. Dans un autre sens inspiré de la théorie des conventions, ce repositionnement exprimerait une conformité aux valeurs légitimes de justification des actions au sein du champ sécuritaire. En se redéfinissant comme des acteurs secondaires ou des aides aux institutions modernes, les dozos sortent du monde inspiré et marchand, pour s'inscrire dans le même monde que ces institutions, notamment le monde civique lequel est, d'ailleurs, adéquat au monde domestique. Ce changement de monde illustre parfaitement le caractère dynamique de la rationalité des dozos, de la pertinence de leur capacité d'adaptation aux défis. Ainsi, contrairement à l'Etat moderne qui n'est efficace qu'en période de tranquillité, les dozos montrent leur

capacité à exister quelle que soit la nature des relations sociales : conflictuelle ou paisible. La preuve de cette capacité adaptative des dozo se lit dans le passage suivant : « *C'est le Président Gbagbo qui nous a donné les 5 000 000 francs CFA pour l'acquisition d'un siège pour notre confrérie. Ensuite le commandant Fofié Kouakou Martin de la zone 10 des Forces nouvelles nous a donné 8 000 000 francs CFA suivis des 5 000 000 du président du RDR, Alassane Dramane Ouattara et le Premier ministre vient de nous donner un véhicule 4\*4* » (Koné, 2018, p.31). Que cette capacité adaptative soit considérée comme un facteur d'aggravation de crises ou perçue comme un facteur d'existence, une lecture objective ne saurait nier, ici, la rationalité instrumentale à l'œuvre dans le Dozoya.

## 6. Dynamiques conflictuelles et conventionnelles du Dozoya dans le champ sécuritaire ivoirien

Il résulte de cette analyse de contenu thématique que le Dozoya a été traversé au moment de la crise ivoirienne par un ensemble de tensions et de recompositions internes. Précisément, trois principaux résultats sont présentés, notamment l'hétérogénéité des dozos dans la crise, leur délégitimation issue des stigmates hérités de la crise, et leur repositionnement dans le champ sécuritaire post-crise. Dans un premier temps, l'analyse démontre que le Dozoya n'a jamais été une catégorie homogène et unie dans la crise. Il a été traversé par des divergences d'engagement, entre soutien aux forces rebelles, appui au pouvoir en place et fidélité à une posture de sécurité communautaire. L'analyse révèle que ces tensions entre dozos expriment des luttes de position au sens de Dahrendorf (1957). Du point de vue de la théorie du conflit, ces tensions internes entre dozos sont liées à la recherche d'un contrôle différencié des ressources politiques, matérielles et symboliques. L'idée de Coser (1956), selon laquelle, le conflit n'est pas que négatif, mais peut être fonctionnel a été illustrée par la pluralité d'associations dozos (FENACODOCI, Benkadi, CODOZ-CI). En effet, les tensions internes ont vu la naissance de nouvelles associations, chacune tentant de définir le rôle du dozo. Ce premier résultat montre aussi une adéquation avec la théorie des conventions, telle que développée par Boltanski et Thévenot (1991). En d'autres termes, l'analyse montre que l'hétérogénéité observée entre les dozos au moment de la crise souligne une pluralité de mondes de justification. D'une part, les dozos engagés politiquement ont mobilisé

soit un monde inspiré soit un monde marchand, tandis que, d'autre part, les dozos restés fidèles à la protection communautaire ont eu recours au monde domestique, fondé sur la hiérarchie initiatique, la loyauté et la continuité des valeurs ancestrales. Cela est conforme à l'idée de Thévenot (2006), selon laquelle, les désaccords internes aux organisations résultent du fait que chaque acteur justifie son action selon un ordre de grandeur différent, sans cadre commun de hiérarchisation. Dans ce sens, l'analyse montre que la crise a été un espace d'expression des conflits de conventions au sein du système dozo. Cette tension structurelle entre les mondes domestique, inspiré et marchand manifeste ainsi, selon Chauveau (2021), la tension classique entre logiques communautaires et logiques politico-étatiques.

Dans un second temps, l'analyse souligne que les dozos ont hérité de stigmates, lesquels ont temporairement conduit à une délégitimation structurelle du Dozoya. En effet, il est ressorti qu'une bonne partie de l'opinion publique nationale et internationale a étendu les comportements jugés déviants de certains groupes à l'ensemble Dozoya, produisant un « *effet métonymique* » (Goffman, 1963) où la faute de la partie rejaillit sur le tout. Cette volonté de délégitimation affichée par les institutions modernes exprime une volonté de monopolisation de la violence légitime par l'État et ses organes (Weber, 1922). L'analyse montre, en d'autres termes, que la reconquête de son statut de garant de la sécurité nationale, a conduit l'État ivoirien à délégitimer les acteurs concurrents que sont les dozos. Ce rapport entre l'État et les dozos correspond à ce que Collins (1975) considère comme une lutte pour les « *ressources interactionnelles* », en occurrence la reconnaissance sociale du droit de protéger. Selon la théorie des conventions, cette délégitimation se présente comme un désaccord entre deux mondes de justification : le monde civique, incarné par l'État et les institutions internationales, et le monde domestique, propre aux dozos. Dans ce sens, l'analyse montre que le monde domestique repose sur des formes internes de justice et de gestion de la justice qui diffèrent de la rationalité juridique étatique. Ce conflit de légitimités que l'analyse met en relief correspond à ce que Dodier (2019) qualifie de « *dispute sur le bien commun* ». Cette dispute souligne une lutte entre les institutions modernes et le Dozoya pour imposer leur représentation de ce qui est la « vraie » la justice et le « vrai » droit. Cette opposition autour de ces biens communs, justice et droit, produit un effet de stigmatisation. Car, les dozos, autrefois symboles

d'ordre, deviennent objets de suspicion. Ce résultat est conforme avec celui de Banégas (2022), pour qui, la post-crise ivoirienne a transformé les dispositifs locaux de sécurité en terrains de luttes de reconnaissance entre acteurs communautaires et institutions républicaines. Dans ce sens, le retrait des dozoz du champ sécuritaire souhaité par les institutions modernes, apparaît comme une volonté d'imposer un monde civique régi par la valeur dominante du « juste ».

Dans un troisième temps, l'analyse aboutit au résultat selon lequel le repositionnement des dozoz exprime leur résilience organisationnelle face aux stigmates qui, en principe, ne visent que leur retrait du champ sécuritaire. En d'autres mots, en dépit de la délégitimation, les dozoz sont parvenus à reconstruire leur légitimité à travers des stratégies d'adaptation : dénégation des accusations, coopération locale, participation à la reconstruction et mobilisation du capital culturel. Selon la théorie du conflit, cette adaptation correspond à une reconfiguration stratégique des alliances (Collins, 1975), dans la mesure où les dozoz, plutôt d'entrer en confrontation directe avec l'État, ont opté pour une stratégie de contournement et de cohabitation pacifique. Ce repositionnement, ajouté à leur enracinement culturel, leur permet d'occuper une position « tolérée » dans l'économie morale de la sécurité. La mobilisation de la théorie des conventions a permis de lire ce processus comme un changement de monde de justification. En se redéfinissant comme acteurs secondaires de la sécurité publique, les dozoz passent du monde domestique au monde civique. Cette dynamique correspond à ce que Boltanski (2011) considère comme une « *montée en généralité* ». Autrement, les justifications des dozoz se conforment progressivement à des principes partagés par l'État (protection des citoyens, maintien de l'ordre, contribution au bien commun). Mais, l'analyse montre aussi que ce repositionnement est facilité par la faiblesse structurelle de l'État à garantir la sécurité sur l'ensemble du territoire. Ce résultat correspond à l'idée de Lefranc (2020), selon laquelle, les dispositifs communautaires persistent en Afrique de l'Ouest non pas malgré l'État, mais à cause de ses limites. Également, ce résultat correspond à celui de Koné (2025), pour qui, le maintien du Dozoya, est liée à sa capacité à exploiter les zones d'ombre laissées par l'État dans le champ sécuritaire. En effet, dans les zones rurales, la sécurité reste un bien négocié, entre l'État parfois absent et les dozoz à proximité. Dans ce sens, les dozoz exploitent cette « faille

conventionnelle » pour s'imposer comme une offre de sécurité alternative, ancrée dans la culture locale et adaptée aux réalités quotidiennes (Hellweg et Médevielle, 2017 ; Koné, 2018 ; Koné et Dja, 2024 ). L'analyse montre ainsi que cette dynamique confirme la capacité d'adaptation cognitive et normative du Dozoya. Les dozos démontrent une intelligence pragmatique des rapports de force, fondée sur la flexibilité de leurs justifications selon les contextes. Ce pluralisme stratégique des dozos est en accord avec l'idée de Boltanski et de Thévenot (1991) selon laquelle les acteurs passent d'un monde à l'autre en fonction des situations de justification.

## **Conclusion**

Cet article est parti du constat que de nombreuses analyses abordent, dans une perspective normative, les dozos comme une catégorie homogène dans la crise ivoirienne, pour analyser les désaccords internes et le repositionnement des dozos dans le champ sécuritaire malgré les stigmates délégitimants hérités de la crise. Pour y parvenir, l'article a eu recours à une approche qualitative, combinant données secondaires, primaires et analyse de contenu thématique. De cette approche compréhensive, il résulte que les dozos n'ont jamais été une catégorie homogène et que les désaccords internes qui ont traversé leur système, le Dozoya, traduisent une tension autour des modes d'engagement politique et des définitions légitimes du « vrai » dozo. Un autre résultat obtenu est que les dozos ont subi temporairement, une délégitimation dans le champ sécuritaire et ce, en raison de la stigmatisation héritée de la crise. À ce niveau, l'analyse souligne que cette délégitimation relève de la mobilisation de mondes différenciés de justification : des mondes inspiré, marchand et domestique pour les dozos et un monde civique pour l'État et ses organes. Le dernier résultat principal de l'article est que le repositionnement des dozos exprime une certaine résilience face aux stigmates qui, en principe, ne visent que leur retrait du champ sécuritaire. L'analyse révèle, ici, que les dozos ont procédé à une déconstruction des accusations portées contre eux, pour se restaurer progressivement la légitimité perdue au moment de la crise. Toutefois, l'analyse souligne que ce repositionnement n'a été possible qu'en changeant de mondes de justification : ils ont quitté un monde inspiré, domestique et marchand pour s'inscrire dans un monde civique, se positionnant comme des

auxiliaires aux institutions modernes dans le champ sécuritaire. Au final, ce que soulève l'article d'originale, c'est bien la confirmation de la pertinence d'une approche qualitative compréhensive, fondée sur la triangulation entre données primaires et analyses documentaires. La construction du cadre théorique autour de la théorie du conflit et la théorie des conventions, a permis finalement de montrer que la crise de légitimité des dozos relève d'un enchevêtrement de mondes de justification en concurrence. De ce fait, les dozos se présentent comme des acteurs en tension permanente entre continuité rituelle et adaptation stratégique, révélant l'ancrage sociopolitique des recompositions identitaires en Côte d'Ivoire, après la crise postélectorale. Ainsi, la portée de cette étude réside dans le fait qu'elle invite l'État moderne ivoirien à appréhender la « *montée en généralité* » des dozos comme une ressource mobilisable pour endiguer les défis sécuritaires, de plus en plus menaçant : avancée du terrorisme aux pays côtiers. En effet, la capacité des dozos à s'adapter à toutes les situations (crise ou paix) et à s'allier aux différents gouvernements (Bédié, Guéï, Gbagbo et Ouattara), ainsi que leur capacité à défendre des valeurs sociales (justice, respect des aînés, défense communautaire), font des dozos une catégorie sociale mobilisable dans la construction d'un statut sécuritaire national. L'État moderne ivoirien gagnerait ainsi à penser son intégration dans le champ sécuritaire, en lui assurant un fonctionnement respectueux des valeurs modernes : droits de l'homme. En un mot, cet article encourage l'État à construire son modèle de sécurité nationale à partir des ressources locales et culturelles dont dispose le pays.

## **Bibliographies**

**BOLTANSKI Luc et THEVENOT Laurent**, 1991. *De la justification. Les économies de la grandeur*. Paris : Gallimard.

**COSER Lewis**, 1956. *The Functions of Social Conflict*. Glencoe : The Free Press.

**DAHRENDORF Ralf**, 1959. *Class and Class Conflict in Industrial Society*. Stanford University Press.

**DENZIN Norman Kent and LINCOLN Yvonna Sessions**, 2018. *The SAGE Handbook of Qualitative Research* (5th ed.). Thousand Oaks, CA : SAGE.

**EYMARD-DUVERNAY François**, « Conventions de qualité et formes de coordination », in *Revue économique*, 1989, 40(2), pp. 329-359.

MANZON Agnès Kedzierska, « Hunting the Ethical State. The Benkadi Movement of Côte-d'Ivoire. », in *Cahiers d'études africaines*, 2014, pp. 215.

**MARX Karl**, 1973. *Contribution à la critique de l'économie politique*. Paris : Éditions Sociales.

**PAILLE Pierre et MUCCHIELLI Alex**, 2012. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (4e éd.). Paris : Armand Colin.

**KONE Amadou**, « Pratiques traditionnelles et modernité : expliquer la résistance du Dozoya dans le contexte senoufo », en cours de publication à la revue *Collections recherches & regards d'Afrique*, 2025.

**KONE Amadou et DJA Commê Jonathan**, « La confrérie dozo dans le champ sécuritaire ivoirien, entre problématique et opportunités : cas de la ville de Korhogo », in *Collections recherches & regards d'Afrique*, 2024, 3(7), pp. 77-102.

**Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI)**. *Rapport sur les abus des droits de l'homme commis par des dozos en République de Côte d'Ivoire*. Rapport d'étude.

**HELLWEG Joseph**, « La chasse à l'instabilité : Les dozos, l'état et la tentation de l'extralégalité en Côte d'Ivoire », in *Migrations Société*, 2012, (144), pp. 163-182.

**INTERPEACE**, 2013. *Dynamiques et capacités de gestion des conflits à l'ouest de la Côte d'Ivoire*. Le cas des régions du Cavally et du Guémon. Rapport de Recherches Participatives.

**KONE Fahiraman Rodrigue**, « La confrérie des chasseurs "Dozos" de Côte d'Ivoire », in *Analyse sociétale africaine (ASA)*, 2016, 6.

**HELLWEG Joseph et MEDEVIELLE Nicolas**, « Zakaria Koné et les transformations des chasseurs dozos en Côte d'Ivoire. De la société civile comme stratégie politique », in *Afrique contemporaine*, 2017, (263-264), pp. 41-58.

**Koné Fahiraman Rodrigue**, 2018. *La confrérie des chasseurs traditionnels dozos en côte d'ivoire : enjeux socio-culturels et dynamiques sécuritaires*. Rapport de recherche- Centre FrancoPaix - PAGE ii

**THEVENOT Luc**, 2006. *L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*. Paris : La Découverte.

**WEBER Max**, 1922. *Économie et société*. Paris : Plon.

**BRAUN Virginia and CLARKE Victoria**, « Using thematic analysis in psychology », in *Qualitative Research in Psychology*, 2006, 3(2), pp. 77-101.

**BANEGAS Richard**, « La République et ses milices : sécurité et légitimité en Côte d'Ivoire post-crise », in *Revue Tiers Monde*, 2022, 247(3), pp. 45-64.

**BOLTANSKI Luc**, 2011. *De la critique : Précis de sociologie de l'émancipation*. Paris : Gallimard.

**CHAUVEAU Jean-Pierre**, « Pouvoirs locaux et crises de légitimité en Côte d'Ivoire », in *Politique africaine*, 2021, 161(1), pp. 23-41.

**COLLINS Randall**, 1975. *Conflict Sociology: Toward an Explanatory Science*. Academic Press.

**DAHRENDORF Ralf**, 1957. *Class and Class Conflict in Industrial Society*. Stanford University Press.

**DODIER Nicolas**, 2019. *Les institutions et les épreuves du commun*. *Sociologie*, 10(3), pp. 241-258.

**KONE Yacouba**, « Les Dozos de Côte d'Ivoire : entre tradition et modernité sécuritaire », in *Revue Africaine de Sécurité*, 2018, 12(2), pp. 23-33.

**LEFRANC Sandrine**, « La pluralité des légitimités sécuritaires en Afrique de l'Ouest », in *Cahiers d'Études africaines*, 2020, 240(4), 771–794.